

Le Congrès canado-iranien, un organisme sans but lucratif, non partisan et non confessionnel, a été mis sur pied en 2007. Son mandat est de défendre les intérêts des Canadiens d'origine iranienne et d'encourager ces derniers à participer à la société canadienne. Les Irano-Canadiens font l'objet de sensiblement les mêmes propos haineux que les autres groupes raciaux ou d'immigrants, et que les groupes visés par l'islamophobie. Cependant, de surcroît, les Irano-Canadiens sont la cible d'un sentiment spécifiquement anti-iranien. Au Canada, des membres politiquement actifs de notre communauté subissent des commentaires haineux en ligne depuis 2013, année où la communauté a commencé à s'organiser en fonction de ses intérêts. Une des caractéristiques principales de ce discours haineux est d'accuser les Irano-Canadiens d'être à la solde du gouvernement iranien.

Selon un [rapport \(1\)](#) (en anglais) du British All Party Parliamentary Group sur les musulmans britanniques, l'association de musulmans à une entité ou un gouvernement étranger constitue une des tactiques principales de l'islamophobie :

[Traduction] « [Parmi des exemples contemporains de l'islamophobie, mentionnons :] Accuser les citoyens musulmans d'être plus loyaux à l'égard de la 'Ummah' (communauté musulmane transnationale), de leur pays d'origine ou des priorités musulmanes supposées dans le monde, au détriment des intérêts de leurs propres nations. »

Cette situation a pesé sur tous les aspects de notre communauté, notamment en réduisant l'engagement civique et la sensibilisation politique de nos membres. Le Congrès canado-iranien, à titre de principal organisme de défense des intérêts de la communauté irano-canadienne, a personnellement fait l'expérience de servir de paratonnerre dans de telles situations haineuses. Nous précisons ci-après ce que nous entendons par « haine » à l'aide de nos propres exemples et de l'expérience d'autres personnes. Nous présentons des informations sur la façon dont ces groupes fonctionnent habituellement pour, au bout du compte, suggérer des solutions et/ou des recommandations fondées sur notre expérience de moyens pour nous attaquer à cet important problème.

Le discours haineux en ligne qui menace les activistes politiques irano-canadiens

Au cours des six dernières années, des activistes irano-canadiens et même des représentants élus d'origine iranienne ont été la cible de propos haineux en ligne non seulement de la part de personnes ordinaires, mais aussi, et cela est d'autant plus préoccupant, par des représentants canadiens.

Nous aborderons ici deux occasions où des politiciens, en l'occurrence la sénatrice Linda Frum et le député O'Toole, se sont livrés à de tels propos. En octobre 2017, la sénatrice Linda Frum a été condamnée par plusieurs membres de la communauté irano-canadienne en raison d'un discours où elle a affirmé que l'Iran était l'une des nations les plus malignes du monde. Dans la foulée de son commentaire, elle a réagi sur Twitter où elle a qualifié ceux qui la critiquaient de « défenseurs du régime ». Elle a relié les Irano-Canadiens qui se sont offusqués de ses

commentaires à un gouvernement étranger, ce qui constitue, comme nous l'avons indiqué plus haut, une tactique d'islamophobie et de racisme très caractéristique et bien établie.

De plus, le 20 juin 2018, le député O'Toole a, lors de sa prise de parole à la Chambre, attaqué le Congrès canado-iranien et la table ronde que nous organisons sur les relations Iran-Canada en appelant notre organisation un « groupe de lobbyistes favorables au régime iranien ». Le fait d'avoir qualifié l'ICC de groupe de lobbyistes étrangers était non seulement fallacieux, mais constitue également de la discrimination envers les Irano-Canadiens, une tentative de mettre un frein à des activités communautaires qui prônent la paix. L'ICC a demandé à M. O'Toole de retirer ses propos et de communiquer avec nous s'il avait besoin d'éclaircissements sur la nature des activités de notre organisation, mais, malheureusement, il ne nous a jamais répondu. Vous trouverez ci-après un lien vers une vidéo de ses commentaires ainsi qu'une copie de la lettre que nous lui avons adressée :

[Lettre au député conservateur Erin O'Toole à propos de ses attaques envers l'ICC \(2\)](#) (en anglais)

Bien que le député O'Toole n'ait pas fait ses commentaires en ligne, ceux-ci ont été récupérés par des personnes exerçant leurs activités en ligne et ont été amplifiés par des articles tels que [celui-ci \(3\)](#) (en anglais), rédigé par Terry Glavin, qui a qualifié l'ICC « d'ami du régime ». Comme on peut s'y attendre, l'ICC et tout activiste ayant des points de vue similaires sont constamment la cible d'attaques en ligne, attaques qui font référence à de tels propos exprimés par des politiciens et des journalistes.

Insistance sur le fait que nous sommes un organisme étranger financé par d'infâmes forces étrangères, et répercussions sur l'élection provinciale en Ontario

Comme dans le cas de nombreux tropes haineux, racistes et xénophobes, les membres du Congrès canado-iranien et de notre organisation en général sont constamment (et sans vergogne) remis en question. Très souvent, l'ICC a été accusé de présenter des allégeances étrangères - une accusation complètement fautive. Les membres du conseil de l'ICC sont souvent appelés des agents à la solde de l'Iran – malgré qu'ils soient des citoyens canadiens et qu'ils participent activement à la vie civique du Canada.

Un exemple éloquent de cela est survenu lorsqu'un de nos membres du conseil s'est porté candidat aux élections provinciales en 2018. Saman Tabasinejad est une jeune Irano-Canadienne. Elle s'appuyait sur une plate-forme progressiste et a gagné énormément de popularité durant sa campagne. M^{me} Tabasinejad a réussi à remporter la plus grande part des votes pour son parti dans la circonscription; cependant, elle a dû faire face à un harcèlement quotidien qui prenait la forme d'attaques en ligne et d'articles de fausses informations.

En plus de commentaires quotidiens sur Facebook qui remettaient en question son allégeance envers le Canada et qui étaient de nature profondément islamophobe, la situation a dégénéré lorsqu'une source en ligne a publié un article. On y mentait sur la loyauté de M^{me} Tabasinejad

envers la Charte, et on affirmait que cette dernière se présentait sous la bannière du NPD, mais qu'elle voulait secrètement instaurer la charia en Ontario.

M^{me} Tabasinejad et son équipe ont reçu des appels d'électeurs qui remettaient en question son allégeance envers la Charte et qui demandaient si elle avait des plans secrets d'être élue pour pouvoir instaurer la charia en Ontario. La nature même de cette allégation est islamophobe. Un candidat canadien n'étant pas musulman, Iranien ou originaire du Moyen-Orient ne serait pas soupçonné d'être un agent étranger conspirant pour instaurer la charia au Canada. Malheureusement, M^{me} Tabasinejad et son équipe ont dû subir cette situation et la gérer en raison d'accusations islamophobes dont elle a été victime. À un moment critique de la campagne, quelques jours avant les élections, ils ont dû réfuter des mensonges qui se sont rapidement propagés sur Internet.

De plus, après la campagne provinciale de M^{me} Tabasinejad, d'autres rumeurs ont commencé à circuler dans les médias sociaux. Un mensonge à propos de son patrimoine familial s'est répandu sur Internet comme une traînée de poudre – plusieurs personnes ont prétendu, de façon tout à fait islamophobe, que si une femme irano-canadienne remportait autant de succès, c'est qu'elle devait être financée par l'État iranien. Bien entendu, il s'agissait encore d'un mensonge fabriqué de toutes pièces, mais celui-là a énormément affecté M^{me} Tabasinejad et a miné sa crédibilité. Elle a de nouveau été la cible d'une attaque massive dans les médias sociaux – de propos violents et misogynes.

Recommandations

Ce n'étaient là que quelques exemples de l'islamophobie et de l'iranophobie auxquelles sont confrontés les membres de la communauté irano-canadienne. Ces allégations islamophobes et iranophobes gagnent du terrain dans les médias sociaux et encouragent la haine envers la communauté irano-canadienne et l'isolement de celle-ci. Si nous souhaitons vivre dans une démocratie en santé et où les chances sont égales pour tous, nous devons nous attaquer à la discrimination que subissent différents groupes sur Internet. Il incombe à nos décideurs de créer des politiques faisant en sorte que les membres de groupes marginalisés puissent participer à la vie de nos institutions démocratiques et même se présenter aux élections en toute sécurité. De telles barrières doivent être démantelées si nous avons vraiment à cœur d'assurer un accès équitable pour tous à la démocratie.

Par conséquent, nous formulons les recommandations suivantes :

1. Pour s'attaquer aux propos haineux en ligne qui proviennent de politiciens ou qui sont amplifiés ou autrement favorisés par ces derniers, le gouvernement devrait définir un code de conduite afin d'empêcher la promotion de discours haineux en ligne au sein des organismes gouvernementaux et des partis politiques. Un tel code de conduite doit être efficace et exécutoire.
2. Pour s'attaquer aux propos haineux émanant de personnes autres que des politiciens, un organisme indépendant devrait surveiller et régir toute forme de discours haineux sur toutes les plates-formes en ligne et tous les médias sociaux, afin d'empêcher les individus

ou les organisations de diffuser du matériel qui encourage la propagande haineuse en ligne. Un tel organisme devrait être facilement accessible aux victimes de commentaires haineux en ligne.

Liens :

- (1) : <https://static1.squarespace.com/static/599c3d2febbd1a90cffdd8a9/t/5bfd1ea3352f531a6170ceee/1543315109493/Islamophobia+Defined.pdf> (en anglais)
- (2) : https://www.iccongress.ca/icc_president_writes_to_conservative_mp_erin_o_toole_regarding_his_attacks_on_iranian_canadians (en anglais)
- (3) : <https://ottawacitizen.com/opinion/columnists/glavin-canadian-relations-with-iran-should-be-a-non-starter> (en anglais)